

Interview de Jean Lamy, ambassadeur de l'Union européenne au Burkina Faso

1) M. Lamy, vous avez pris récemment vos fonctions au Burkina Faso, quelles sont vos premières impressions?

Je suis arrivé à Ouagadougou le 9 septembre, quelques jours seulement avant la tentative de coup d'Etat ! Ce fut une rapide entrée en matière... Le 15 septembre, j'assistais à la réunion du Groupe international de Suivi et d'Appui à la Transition au Burkina Faso (GISAT-BF) où la communauté internationale saluait les progrès du processus électoral en vue des élections du 11 octobre, et, le lendemain, le Président, le Premier Ministre et le gouvernement étaient pris en otage lors de la tentative de putsch...

C'est dans le feu de l'action diplomatique pour contrer ce coup de force, si je peux m'exprimer ainsi, que je me suis rendu compte de l'attachement profond de la population et de la jeunesse Burkinabè au processus de transition, aux changements en cours.

Je me souviendrai en particulier de plusieurs moments forts, au-delà des péripéties que nous avons vécues, avec plusieurs collègues, pendant le coup d'Etat, notamment à l'hôtel Laïco : D'abord, les acclamations du public au Président de la Transition, le jour de ce qu'on a appelé sa "réinstallation". Quand le président Kafando est rentré dans la salle, toute l'assemblée s'est levée et tous les Burkinabés ont entonné spontanément l'hymne national. Cela a été un moment vraiment fort, de patriotisme et de rassemblement, auquel j'ai été heureux d'assister.

La cérémonie des obsèques nationales des jeunes tombés sous les balles de l'ex-RSP a été également un moment particulièrement émouvant. Voir le Président Kafando s'incliner devant les cercueils alignés, c'était voir un homme d'état au service de son peuple qui s'incline devant ceux qui sont morts, pour leur patrie, pour la liberté de leurs concitoyens.

2) Comment l'Europe a-t-elle réagi à la tentative de coup d'Etat ? Quelles est l'attitude de l'Europe à l'égard de la Transition ?

L'Union européenne a réagi immédiatement pour condamner le coup d'Etat et, au cours du déroulement de la crise, il y a eu en tout quatre déclarations de l'Union, ciblées, pour accompagner la sortie de crise du pays et le sursaut démocratique de sa population.

C'est avec fierté que j'ai participé, avec mes collègues européens et tout le personnel de la Délégation de l'UE, à l'effort général, forces vives de la nation en tête, pour remettre sur les rails une Transition que l'Union européenne a soutenue, dès le début, politiquement, diplomatiquement et financièrement. En effet, notre coopération ne

s'est jamais arrêtée. Mon prédécesseur, Alain Holleville, et mes collègues à la Délégation ont su réadapter et renforcer nos actions pour soutenir le Gouvernement de Transition et, bientôt, celui qui sortira des urnes, afin de contribuer autant que possible à améliorer le quotidien de la population.

C'est ce que j'ai dit au Président Kafando lorsque je lui ai présenté mes lettres de créance, le 20 octobre dernier, des lettres de créance signées, pour les ambassadeurs européens, par le Président de la Commission européenne, M Juncker, et par le Président du Conseil européen, M. Tusk. Une présentation de lettres de créance atypique aussi, puisque j'avais déjà été en contact avec SE M. Kafando préalablement, à cause des événements, lorsque la situation était incertaine.

3) Pouvez-vous vous présenter en quelques mots pour que les lecteurs de la « Lettre de l'UE à Ouaga » vous connaissent mieux ?

Avant d'entrer au service de l'action extérieure de l'Union européenne, j'ai occupé plusieurs fonctions dans le cadre de la diplomatie française, en Sierra Leone, en Norvège, au Portugal, au Cameroun et au Burundi, où j'ai été ambassadeur de 2010 à 2013, ainsi qu'au Ministère des Finances et de l'Industrie français. Dans mes fonctions antérieures, où la dimension européenne était toujours forte, je me suis plus particulièrement occupé de diplomatie économique, d'énergie, d'environnement, de stabilisation, de questions de reconstruction et de développement... J'espère que mon expérience diversifiée me permettra d'être utile pour accompagner le progrès économique et social du Burkina Faso dans le cadre de la nouvelle mission qui m'est confiée à la tête de la Délégation de l'Union européenne.

4) Nous sommes à la veille d'importantes échéances électorales. Qu'en pensez-vous ?

On l'a toujours dit, une Transition est soumise à des fragilités, à des risques, jusqu'à sa fin. Mais mon impression est que, maintenant que l'épine du RSP a été arrachée, les choses se passeront bien. Bien sûr, il est important que tous les candidats, tous les partis en campagne respectent jusqu'à la fin le Code de bonne conduite qu'ils ont signé. Bien sûr, les opérations électorales doivent être conduites jusqu'à leur terme avec rigueur, transparence et équité. Mais sur ces deux fronts, je suis confiant. Je suis positivement impressionné par le travail mené par la CENI, que nous appuyons, par ailleurs, tout comme la société civile et les médias.

Bien sûr, il ne faut pas sous-estimer les risques sécuritaires. Nous l'avons vu, ici comme à Paris, des forces rétrogrades sont à l'œuvre partout dans le monde, et particulièrement dans la région du Sahel, où elles profitent de toutes les faiblesses, de la pauvreté et du désarroi d'une jeunesse dont le nombre augmente de façon quasi exponentielle. Le Faso a mis en place, rapidement après la perturbation de la tentative de coup d'état, un dispositif sécuritaire important. Mais nous devons tous rester vigilants.

5) Quel est le soutien de l'Union européenne au processus électoral ?

L'aide de l'Union européenne et de ses Etats-membres au processus électoral se fait de trois façons : d'abord à travers une partie de notre aide budgétaire générale au Gouvernement burkinabé (39 milliards de FCFA déjà payés en juillet) plus spécialement fléchée sur les dépenses de l'Etat relatives à l'organisation des élections ; ensuite à travers une assistance technique directe, en particulier à la CENI, mais aussi pour des actions en faveur de la société civile et des médias autour du processus électoral ; enfin, troisièmement, à travers le déploiement d'une mission d'observation électorale européenne .

6) Pouvez-vous nous en dire plus sur cette Mission européenne d'observation des élections ?

La Mission d'Observation Electorale de l'UE (MOE-UE), qui est bien distincte et indépendante de la mission qui m'est confiée, est dirigée par Mme Cécile Kyenge, Membre du Parlement européen, qui s'est déjà rendue deux fois au Burkina Faso. Cette mission est là à la demande des Autorités de la Transition, avec l'objectif d'observer l'ensemble du processus électoral, d'appuyer les autorités nationales dans leur travail d'organisation des élections et d'accompagner toutes les parties prenantes du processus électoral, pour que les élections soient aussi transparentes et crédibles que possible.

L'équipe cadre (9 personnes) était déjà là depuis début septembre et elle n'a pas quitté le pays en dépit des événements. 24 observateurs de longue durée ont été déployés début novembre pour observer la campagne électorale et la préparation sur le terrain. Six Membres du Parlement européen et 48 autres observateurs court terme arriveront avant le scrutin. Si l'on rajoute les observateurs additionnels fournis par les missions diplomatiques européennes, on arrive à un déploiement total de plus de 120 Européens pour participer à l'observation des élections. C'est la première fois qu'une telle mission est envoyée au Burkina Faso, alors que quelque 200 Missions de ce type ont été déployées depuis une vingtaine d'années dans le monde.

Les missions d'observation permettent d'évaluer dans quelle mesure une élection se déroule conformément aux normes internationales. Mais cette Mission ne peut qu'observer, en aucun cas « certifier » les résultats, ceci relève des institutions nationales ; elle formulera néanmoins des recommandations après le scrutin, en vue des élections suivantes, en fonction de ce qui aura été observé. Mais, je souhaite le redire, les élections au Burkina Faso sont bien sûr avant tout l'affaire des Burkinabé ; pour nous, il s'agit d'abord d'aider à ce que chaque citoyen et citoyenne du Burkina Faso fasse un choix libre de ses prochains dirigeants.

7) Un mot sur l'action de coopération au développement de l'UE au Burkina Faso ?

Au-delà d'être un partenaire politique, l'Union européenne est aussi le premier partenaire technique et financier du Burkina Faso, en dons. Nous appuyons des projets, les Burkinabé le savent, quasiment dans de très nombreux secteurs. L'aide de l'Union européenne au Burkina Faso dans les années qui viennent est précisée dans un document conjoint, le « Programme indicatif national » (PIN), qui est doté de 623 millions d'Euros d'ici 2020 au titre du 11^{ème} FED (Fonds européen de développement). Il y a trois grands secteurs de concentration de l'aide européenne : le renforcement de la gouvernance et de l'efficacité des politiques publiques, la santé, et -3^{ème} secteur de concentration - la sécurité alimentaire, l'eau et l'agriculture durable.

Bon an mal an, c'est un total de plus de 100 millions d'Euros que l'Union européenne dépense chaque année pour appuyer des projets au Burkina Faso, et il n'y a pas eu de ralentissement en 2015.

A cela s'ajoute une aide importante dans un cadre régional, notamment dans le domaine des infrastructures, en particulier via l'UEMOA, organisation régionale auprès de laquelle je suis également accrédité. L'Union européenne dispose d'autres instruments spécifiques d'aide, comme le Fonds fiduciaire qui vient d'être créé pour appuyer notamment des projets de coopération transfrontalière et auprès des populations déshéritées qui vivent loin des capitales. Cette newsletter présentera au fur et à mesure les diverses actions de coopération qui sont menées, comme, ce trimestre, un appui important dans le cadre d'un programme d'appui à la décentralisation et aux investissements communaux au Burkina Faso (PADIC).

9) Que dire des attentats du 13 novembre dernier à Paris ?

Les plus hautes autorités européennes l'ont dit : L'Europe est solidaire de la France et des Français ; ces attentats ne visaient pas seulement Paris, mais les valeurs que nous respectons tous de liberté, de démocratie et de solidarité, à Paris comme à Bruxelles, à Bamako comme à Ouagadougou. Face aux menaces, nous devons rester unis. C'est pour cela que, le 16 novembre, nous avons aussi respecté à la Délégation de l'Union européenne une minute de silence, de concert avec notre collègue français, avec un représentant du Gouvernement burkinabé et avec tous les collègues européens représentés à Ouagadougou. Mais l'actualité nous le rappelle, avec les attaques à Bamako, au Nigeria et au Cameroun, tout comme contre la Russie, au Liban et en Turquie, c'est le même combat que nous devons mener ensemble contre la barbarie qui se cache derrière de fausses motivations religieuses.